

GROUPE JUSTICE ET LIBERATION

*Pour les Droits de l'homme
Antenne de Belgique*

GUERRE DU KIVU OU DEPERISSEMENT D'UN ETAT

La République du Zaïre a été à partir du 20 septembre 96 le théâtre d'affrontements meurtriers entre factions armées. Si un flou est à dessein entretenu à travers les médias sur l'identité des assaillants et leurs véritables objectifs, aucun doute ne plane au sujet des victimes : les populations civiles.

Plusieurs réflexions ont été faites sur ces affrontements appelés « *Guerre du Kivu* ». L'indignation, la passion, l'amour blessé, la révolte, le nationalisme, l'indifférence, le rire moqueur, l'ironie et leurs corollaires ont parfois émaillé les discussions et alimenté des prises de position en sens divers. A cet égard, l'heure ou l'intervention militaro-humanitaire de la Communauté Internationale est sujette à des équivoques, le *Groupe Justice et Liberation* veut apporter à la liste déjà longue des textes, communiqués et déclarations un point de vue, parmi tant d'autres plausibles, qui privilégie une solution plus politique à un problème dont les données sont en grande partie politiques.

De prime abord le *Groupe Justice et Liberation* partage les différentes condamnations afférentes à l'atteinte de l'intégrité territoriale d'un pays souverain et des massacres perpétrés sur les populations civiles. Il compatit à la souffrance inconsolable des proches et parents des victimes. Il loue la solidarité spontanée et parfois discrète de plusieurs personnes en les invitant davantage à plus de générosité curative que seulement caritative. Il ne peut oublier les pressions exercées par bon nombre de citoyens et associations sur leurs gouvernements respectifs, pour les inviter à plus de transparence dans leurs discours et leurs actes.

Après un rapide parcours des faits historiques saillants, une analyse succincte prépare quelques pistes de solution.

1. ELEMENTS D'HISTOIRE

L'assassinat des présidents rwandais et burundais le 06 avril 1994, suivi du départ désordonné des troupes de la *Minuar*, a inauguré des massacres collectifs minutieusement préparés contre la population tutsi et des personnes d'obédience politique autre que celle du régime au pouvoir. Cette tragédie a poussé sur le sol zaïrois, ainsi que dans d'autres pays de la région, une première vague de réfugiés

La prise de Kigali le 04 juillet par le FPR drainera des massacres plus subtils et planifiés sous couvert des horreurs du génocide, à l'endroit des populations hutus et des partisans politiques de l'ancien régime du Rwanda, faisant une deuxième vague de réfugiés.

Le Zaïre - sans structure politique ni financière en matière des réfugiés - a d'abord fermé, puis ouvert - sine conditione - ses frontières en ordonnant de laisser passer tout celui *qui* veut avec ce *qu'il* a (aucune clause sur les armes). Les Eglises, les ONG (droits de l'homme et développement) et les Organismes Internationaux organisèrent progressivement les premières structures d'accueil et de sensibilisation en allouant pendant plus de 24 mois un million de dollars par jour. La population locale oscilla respectivement entre la méfiance, puis la compassion et la résignation, et enfin la révolte et l'hostilité.

L'implantation et la gestion des camps des réfugiés a parfois dévié de la réglementation internationale : absence de recensement, trop grande proximité du pays d'origine, circulation, vente et distribution d'armes à feu, émulation et entretien systématique des instincts belliqueux. Régnera alors dans la Région des Grands Lacs une atmosphère de haute tension au moment où on avait encore frais dans la mémoire les événements tragiques d'affrontements dans le Masisi (à une centaine de km de Goma) entre populations locales et peuples venus d'ailleurs. Au Burundi voisin, les élections démocratiques ayant sombré dans un écoulement de sang délibérément orchestré, les armes reprendront petit à petit la place des urnes pour qui veut conquérir ou conserver le pouvoir. L'Ouganda va s'employer à préserver un calme précaire contre le Zaïre et le Soudan.

Un mois après le début du génocide qui suivit l'assassinat des présidents rwandais et burundais, la France dont les troupes avaient déserté le Rwanda en même temps que celles de toute la Minuar, organisa unilatéralement à partir du territoire zaïrois une opération dénommée turquoise dont les objectifs, encore moins le mandat, ne seront jamais clairement élucidés. Les innombrables ballets diplomatiques entre les pays des Grands Lacs, ceux de l'OUA, et les gouvernements occidentaux ne cacheront pas d'importants points de dissentiment et une croissance démesurée des risques d'implosion. Mais la complaisance l'emportant sur la raison, les intérêts et alliances politiques primèrent sur les droits des peuples et des citoyens. Le Zaïre et le Rwanda n'ont plus qu'à s'accuser mutuellement de viol de territoire et d'ambition expansionniste de la zone des troubles, sous un dénominateur commun : la présence massive des réfugiés perçus d'un côté comme boucliers politiques et épée de Damoclès de l'autre. De deux côtés, la mixture aux réfugiés des miliciens et présumés génocidaires servira à faire monter les enchères.

Le mois d'octobre est marqué par une intensification des combats à Uvira, ville frontalière de la capitale burundaise. Après une faible résistance de l'armée zaïroise, les hostilités s'étendront aux villes de Bukavu et de Goma qui tombent avec une rapidité déconcertante et dans un chaos de pillage et de mort d'hommes dont certains cas semblent avoir été sélectionnés..

Si toute cette pièce est facile à jouer, elle est plus difficile à expliquer et à comprendre. Les tenants et les aboutissants de la crise se situent ailleurs, sur un champ où coéquipiers et adversaires sont en quête des dividendes politiques sur le dos de citoyens et d'ordinaires conflits inter-ethniques.

2. ESSAI D'ANALYSE

A. Quels sont les adversaires ?

Adversaires politiques ou frères ennemis ! Qui se bat *contre qui* !

Le premier cas du flou plane sur les parties qui se battent. On cite directement ou indirectement quatre pays et quatre milices : Zaïre, Rwanda, Burundi et Ouganda; miliciens *Kabila*, miliciens Interhamwe (et/ou *Armée rwandaise en exil*), , miliciens *Ngilimas*, miliciens *Banyamulenge (ou Rwandais du Zaïre)*.

L'Ouganda et le Burundi n'ont jamais reconnu leur implication dans cette crise; de même les Interhamwe et les *Ngilimas*. Le Rwanda et les miliciens *Banyamulenge* ne reconnaissent qu'une participation partielle à certains épisodes, en « *riposte à des attaques subies* », disent-ils. Deux forces s'affronteraient officiellement : le gouvernement zaïrois et Mr Kabila (zaïrois). Le premier reconnaît s'être défendu contre les agressions que le second revendique. Dans cette optique, il s'agirait d'une *guerre zairo-zaïroise*, un conflit interne au sein d'un Etat souverain, dans lequel une *ingérence* étrangère ne peut se justifier que sur le plan communément appelé *humanitaire*. Voilà justement le grand jeu politiquement conçu. Mr Kabila n'a jamais pas reconnu l'assistance de l'armée Rwandaise, pas plus que le gouvernement zaïrois ne reconnût celle des *interhamwe*.

N'y aurait-il pas aux côtés respectifs des adversaires officiels, de véritables adversaires, en l'occurrence le gouvernement rwandais et les miliciens *interhamwe*, jouissant à leur tour des appuis d'autres forces, étatiques ou non ! La *Guerre du Kivu* serait une *Guerre du Rwanda* transposée stratégiquement.

B. L'armée zaïroise ne s'est pas battue.

Si les affrontements ont été un peu *sérieux* dans la plaine de Ruzizi, Bukavu et Goma sont facilement « *tombés* » alors que l'autorité administrative venait d'être confiée, pour les besoins de la cause, à des responsables militaires.

L'armée zaïroise n'a jamais gagné une guerre; elle est plus performante contre la population civile, son meilleur ennemi. « *Civil azali moto te* » (*le civil n'est pas un homme*), est un des précieux adages sur les lèvres de la plupart des militaires zaïrois, qui ajoutent au sens générique du terme homme (ho.io) une inférence sexuée (*vir*) : « *civil azali mwasi* » (*le civil est une femme*) : ce qui explique partiellement les drames dont les femmes et les civils en général sont victimes au moindre contact avec les hommes en uniforme.

Mais en plus, l'armée est complètement démotivée et désorganisée. Elle est *mal payée*, comme toute la fonction publique, par « un *gouvernement qui travaille bien* » - aux dires de certains - pour autant qu'il *épure bien la dette du FMI*. L'armée survit au prix du racket des paisibles citoyens et des primes ponctuelles provenant des hommes d'affaires et autres grands messieurs. Au comble elle est hyper-politisée, divisée et inégalement équipée. Il s'agirait plus de factions rivales que d'une armée régulière. Tout le monde sait, les soldats aussi, où se trouve le peu d'armes et pourquoi. C'est au moment où le Zaïre est attaqué que certains éléments ont commencé à apprendre à manier un vieil équipement électronique, si pas à tirer. Il aurait donc été possible de résister, fut-ce faiblement, au devant de la discipline et de la technique guérilleros des adversaires.

Avant que le gouvernement zaïrois n'eût reconnu la perte de contrôle à Goma et à Bukavu, il est accusé par l'État-major de l'armée de ne pas lui donner les moyens nécessaires (armes et munitions) pour la guerre. L'État-major, tout en sachant qui détient la clé de la poudrière, si armes il y a, n'a rien dit de la destinée d'un million de dollars qui a été débloqué. Une partie aurait servi à l'achat de médicaments et de nourriture « avec *lesquels* on ne va pas en guerre », d'après le même Chef d'État-major qui a toutefois oublié, dans sa pièce théâtrale, d'expliquer les causes des exactions organisées par les hommes de troupes chroniquement affamés. Il sera relevé de ses fonctions trois semaines plus tard. Bouc émissaire ou mauvais exécutant des ordres reçus !

Les premiers militaires fuyant les combats sont arrivés le 26 octobre à Kisangani où, rejoints progressivement par les autres, ils sèmeront une insécurité généralisée. La rapidité avec laquelle ils ont parcouru 700 km sur une des plus mauvaises routes de l'Afrique sub saharienne (8 à 12 jours en temps de paix) illustre non pas la débandade mais l'ordre reçu de se replier. La prise de Goma et de Bukavu aurait été concédée et non gagnée militairement.

C. Institutions républicaines déliquescences

La Charte de la Transition au Zaïre a promulgué 4 organes institutionnels : le Président de la République, le Parlement, le Gouvernement, les Cours et Tribunaux. Le premier est handicapé pour des raisons médicales, et le quatrième est tout simplement inopérant. Considérons les plus concernés.

Dès le début des hostilités le Chef du Gouvernement proclame que le Zaïre n'a pas de moyens de se battre, et s'empresse - dans des termes à la limite élogieux - de vouloir rencontrer Mr Kagame : «C'est Kagame *qui* a l'effectivité du pouvoir ». Sur pression interne, il renoncera aux pourparlers avec les envahisseurs, constatant avec tout le monde qu'une partie du territoire échappe progressivement au contrôle de son Gouvernement dont aucun membre ne démissionnera.

Les parlementaires, eux, auront été les plus grands comédiens. Par moment ils parlent durement contre le gouvernement, par moment ils révèlent une incapacité notoire à prendre en compte le minimum d'aspirations d'une population blessée dans son amour et sa fierté. Ce n'est pas le peuple - qu'il soit en erreur ou pas - qui compte, mais la volonté du politique qui a distribué

le macaron-parlementaire. Aucun élu du peuple n'a démissionné, même pas ceux du Kivu dont la base électorale avait pris le chemin de l'exil, sans parler des familles entières décimées. Au Zaïre, la démission ne fait pas partie des moeurs : « *j'y suis, j'y reste* », « il faut s'accrocher », « c'est pas le moment », « voyons voir », « *je n'ai pas de choix* », « je gouverne par défi », « j'ai l'appui des occidentaux », « *le peuple est derrière moi* » : voilà un amalgame fâcheux des postulats et théorèmes pseudo-démocratiques au coeur de l'Afrique. Qui représente-t-on ! Qui gouverne-t-on ! Peut-on scier la branche sur laquelle on est assis !

Si le Zaïre était gouverné par des hommes responsables et au sein d'institutions crédibles et conséquentes, nous n'en serions pas où nous en sommes. Il y a raison et urgence à créer un véritable Etat dirigé par les fils du pays à qui le souverain primaire aura légué son pouvoir.

D. Les victimes civiles

Il y a deux classes des victimes parmi les civils : les populations locales et les réfugiés en raison des circonstances et des intentions des belligérants.

Les assassinats des civils zaïrois ont été pour la plupart des cas ciblés à raison de certains facteurs dont l'origine ethnique, l'allergie à Kigali, la désapprobation de Kinshasa. Là où un facteur n'a pas prévalu, deux ou trois ont concouru. En recoupant les témoignages, les massacres ont été aussi *élitistes qu'ethniques* : les *têtes pensantes* et les *opérateurs économiques* ont payé un lourd tribut; leurs noms resteront à jamais gravés dans la mémoire des concitoyens et des personnes éprises de paix. Tôt ou tard, la justice sera faite; le sang *dignement* versé ne peut couler pour rien; s'il ne crie pas vengeance, il crie libération; il attise la quête des libertés, et construit *l'identité* des citoyens et des peuples. Kigali, Kinshasa, et leurs alliés ont-ils la conscience tranquille !

Les combats ont été plus violents autour des camps des réfugiés. Ces derniers, gérés par Kinshasa et le HCR, n'entrent pas directement dans le fort des revendications politiques d'un chef des rebelles parlant vaguement de s'en prendre au pouvoir dictatorial. Certains camps abritaient aussi les miliciens *interhamwe* qui auraient le plus résisté aux assauts pour ne pas être éloignés des frontières, ou séparés des civils qu'ils empêchaient depuis deux ans de retourner au Rwanda. « *Plus on a des réfugiés, de plus de talons de négociations on dispose* ». Kinshasa, pour le sa^voir et en jouer la carte, est un des premiers responsables des vies humaines. Il s'est longuement complu à mélanger brigands et civils, et encore dans une zone sensible, et à tolérer la préparation militaire des incursions sporadiques chez les voisins.

E. Francophonie - Anglophonie

Avec un peu d'anglais on peut être tranquille à Kigali, jadis francophone. L'alternance politique était grosse d'impératifs linguistiques.

Parler anglais est un fait anodin. L'anglais est une langue internationale, servant de réseau de communication ou même d'enseignement dans certaines universités, belges par exemple, sans être répertorié parmi les langues

nationales. Ce fait serait même normal d'autant plus que les actuels dirigeants rwandais s'étaient exilés chez des voisins anglophones. Mais ce qui n'est pas anodin c'est que certains y ont occupé des hautes fonctions, en récompense des services rendus pour la conquête du pouvoir, ou en préparation des *scénarios similaires*. La stabilité des pays hôtes, en particulier l'Ouganda, ne pouvait se passer de la redéfinition des équilibres géopolitiques dans un continent où le positionnement du Zaïre pèse lourd. Le Zaïre fut un allié inconditionnel de l'ancien pouvoir au Rwanda, avec la bénédiction grandiloquente de la France, le *prétendant africain*. Par désapprobation de la politique française, il fallait inclure une incise linguistique dans le chapitre de la *multi-épuration*.

Mais curieusement *Mr Kabila* et certains *Banyamulenge* qui lui sont attribués parlent aussi anglais. Aurait-ils, eux aussi, participé à des *scénarios similaires* ? Et quelles en auraient-été les clauses ? Dans ces conditions, « *Banyamulenge* » ne serait-il pas une *étiquette* de champagne (*ethnique*) accolée à une bouteille de vin (poli *tico-linguistique*) !

Pour autant que le *Kinyarwanda* est une langue commune aux tutsi et aux hutu, la *guerre linguistique* en Afrique cache celle des Grandes Puissances déboussolées par l'affirmation massive et agressive des identités des peuples en Amérique latine, en Asie et plus particulièrement au Moyen Orient, où la défense des droits des minorités regorge aussi d'inhumaines injustices.

F. La coexistence ethnique

Le plus grand racisme est d'en voir partout, et surtout là où il n'est pas. Il en est de même du tribalisme ou plus précisément de l'ethnicité pour reprendre le vocable en vogue en Sciences Sociales.

Le Zaïre compte plus ou moins 450 ethnies réparties en cinq grands groupes : les *Bantous* (80 %), les *Soudanais*, les *Nilotiques*, les *Pygmées* et les *Hamites*. Alors que des différences culturelles importantes peuvent être notées entre un *ngombe* (bantou) et un *mgbaka* (soudanais) ou entre un *alur* (nilotique) et un *pygmée*, la coexistence, parfois tumultueuse, parfois difficile, n'a pas été *impossible*.

A ne considérer, parmi les innombrables thèses de déportations et des mouvements migratoires, qu'une selon laquelle les quelques premiers immigrés rwandais de Mulenge seraient arrivés sur le plateau dominant le village (Mulenge) vers la fin du 19^e siècle, la coexistence avec les populations locales a dû donc être possible pendant au moins un siècle, les différences socio-morphologiques et sémantiques se consumant dans l'écoulement du temps et de mutations sociales.

Les conflits inter-ethniques - appelés ailleurs *communautaires*, *inter-provinciaux* ou *inter-fédéraux*, sont inhérents à toute société multi-culturelle. Ils sont avec les conflits inreligieux parmi les plus délicats étant donné que le cœur y joue un rôle non négligeable. Le danger consiste dans le réductionnisme hâtif de toutes les tensions sociales à l'unique prisme ethniciste, qui est une dimension réelle mais pas toujours prépondérante. Le colonisateur belge n'échappa pas à cette tentation en classifiant les

populations tutsi et hutu sur base du critère ethnique qu'agro-pastoral par exemple.

Le facteur ethnique a été régulièrement affecté à la conquête ou au maintien du pouvoir, et à de nombreuses discriminations. Au Zaïre en général, ce facteur a détourné l'attention du peuple des vraies causes de l'enlèvement du processus de libération. Alors que l'ennemi principal du peuple c'est l'actuel système politique quoique agonisant, on lui dira selon des circonstances bien prescrites : *Ton ennemi ce n'est pas moi, c'est l'autre là-bas*; il fallut désigner périodiquement à la grogne populaire un coupable intérieur ou extérieur (stratégie récurrente dans les fronts particularistes, extrémistes, intégristes, xénophobes,...). L'ennemi est tantôt le *katangais*, le *mukongo*, le *mungala*, le *muluba*, etc., tantôt le rwandais et le burundais, et bientôt l'ougandais, le soudanais ou l'angolais, et plus tard le belge ou le français si pas le marocain comme hier le libyen. Telle culpabilisation n'est pas nécessairement fautive, mais elle doit être filtrée avant d'être offerte à la consommation par la population. Les affrontements meurtriers dans le *Masisi* (juillet 1992 et janvier 1993) et dans d'autres circonscriptions de la région du Nord-Kivu (*Bwito*, *Bashali*, *Walikale*, *Katoyi*, etc.) reposent sur une distillation des idéologies tendancieuses et leur encaissement brut par un peuple peu averti.

S'il y a problème aujourd'hui, il est ailleurs. Les combattants *Banyamulenge* n'ont rien à voir avec le peuple *banyamulenge*, qui aurait eu d'évidentes frictions avec d'autres peuples originaires de la région, comme il y en a dans toute cohabitation. Entre le 10 et le 25 septembre une cinquantaine de véhicules militaires rwandais a traversé le Burundi vers les plateaux d'Uvira, où les passagers seront appelés habitants *de mulenge* réclamant par les armes les terres qui leur appartiendraient par l'histoire. Depuis le 15 novembre, des médias ougandais dénoncent des accrochages à *Kasese* non loin de la frontière avec la Province zaïroise du Haut-Zaïre, comme pour prévenir une riposte possible de l'Ouganda. Bien imaginé. L'armée zaïroise s'attend à des assauts des inconnus du côté de Dilolo, dans le Shaba, frontalier avec l'Angola. Y aurait-il des *Banyamulenge* à toutes les frontières !

. Le processus démocratique et électoral

Depuis le 24 avril 1990 le Zaïre a entamé un long processus de démocratisation qui a toujours réussi à s'enliser. Les 6 ans de la plus longue transition du monde feraient affaire, fortune et positionnement pour certains individus et états.

La guerre profite à ceux qui se servent des troubles pour imposer un ordre à leur guise. Les *courants indépendantistes* de 1960 ont été manipulés et habilement convertis en *mouvements sécessionnistes* de 1964. Des gens se sont entre-tués et les tireurs des ficelles, eux, sont encore vivants - à la recherche d'autres plats. L'embrasement du Zaïre ne peut que freiner le processus démocratique et justifier un régime fort, dans la logique du *Document de Santa Fe* (consacré par la CIA à l'Amérique latine) pour accréditer la thèse chiraquienne d'après laquelle « la démocratie est un luxe pour l'Afrique ». Dans l'ombre d'une population qui subit la guerre, il y a ceux qui allument le feu et ceux qui veulent en tirer les bénéfices. Les décriés d'hier sont alors présentés comme sauveurs, et les

ennemis du progrès se recyclent en une sorte de pierre angulaire dans un processus démocratique qu'ils combattent. La *Guerre du Kivu* profiterait par exemple aux auteurs du putsch au Burundi, qui verraient leur autorité indirectement légitimée par la force d'éventuelles négociations pour la paix dans la Région. Au Zaïre, les opportunistes et les vagabonds politiques font déjà semblant de réintégrer une conscience nationale que la population a spontanément aiguisée au moment où le Kivu risque une longue occupation militaire des « *zones des troubles* » en signe avant-coureur de la fraude massive aux échéances électorales. Déjà le problème de la nationalité *une et exclusive* - lié au sang et au sol - fut géré avec complaisance depuis la *Constitution de Luluabourg* (1964). Le Kivu qui, avec une forte *société civile*, a marqué son opposition au pouvoir dictatorial dès les premières heures de la démocratisation, est sur la sellette de ceux qui voudraient brouiller les cartes en déstabilisant un calme dont la population était jusqu'il y a peu consciente et jalouse.

Si le Zaïre était géré par des responsables, on n'aurait pas confié de hauts postes politiques, administratifs et financiers comme le Cabinet du Président de la République, la représentation au PNUD, la Représentation de la Banque du Zaïre à Bruxelles, à des personnes dont le statut juridique n'avait jamais été clarifié ni par le sang, ni par le sol, ni par *naturalisation*.

H. La troïka occidentale

Pour des raisons historiques ou seulement géopolitiques la Belgique, la France et les États-Unis constituent le trio devant parrainer et arbitrer les conflits internes et externes du Zaïre. A discuter. Ces trois *assesseurs* ont chacun une responsabilité directe ou indirecte dans la crise actuelle.

La France s'est faite une bonne réputation dans le soutien des *dictateurs et des délinquants politiques en Afrique*. Elle a d'ailleurs affaibli les pressions communes exercées sur les tenants du *statu quo* au Zaïre. « *La France n'est pas le gendarme de l'Afrique* » ou « *Aux africains de régler eux-mêmes leurs problèmes* » restent des slogans véreux rabâchés par les politiques français qui s'interdisent pourtant d'y croire. Ulcérée par le chantage du Général Kagame, la France a rejeté, pour le cas du Rwanda, une solution à la *Centrafricaine* (*débarquer de façon spectaculaire un chef arrogant et imprévisible*) comme le pendant positif à la *Congolaise* (*miner le mandat présidentiel issu des élections*). Après avoir pesé les difficultés d'une solution à la *Burkinabé* (*téléguider un coup d'État militaire*), elle s'est orienté vers une solution à la *Tchadienne* (*soutenir une rébellion en exil*) avec laboratoire et champ de tir au Zaïre dont elle primera les dirigeants coopératifs.

Les États-Unis considèrent la Région des Grands Lacs comme un des cordons contre l'intégrisme islamique et un poste d'observation de l'Océan Indien. Ce n'est pas un hasard que le Pentagone ait nommé pour la première fois un attaché militaire permanent à Kigali, qui se trouve être - par simple coïncidence - un ancien haut responsable de la DIA (*Defense Intelligence Agency*). Mais le délabrement de l'État Central au Zaïre inquiète. Selon les experts américains, ce délabrement peut engendrer trois scénarios possibles - « *la dérive autarcique* » des provinces, avec une mise en place d'une confédération;

- « *L'implosion-disparition* » : émergence des mouvements sécessionnistes et des foyers de guerre; et le Zaïre cesserait d'exister;
- « *L'explosion-réduction* » : certaines provinces deviennent indépendantes, et le Zaïre perd son rôle central dans la région.

-
 Pour les experts du Pentagone, étant donné que ces différents scénarios comprennent chacun des variantes, et qu'il *n'existe pas un homme politique crédible pour sauver le pays, il faut accompagner la « dégénérescence »* de l'État Zaïrois en mettant de garde-fou : d'un côté soutenir au Zaïre (ou ce qui en restera) *un homme fort* (des contacts ont eu lieu avec certains Officiers Supérieurs), et de l'autre rééquilibrer les forces en renforçant le pouvoir de Kigali.

La Belgique, de plus en plus dribblée par une France qui tient à rafler tous les plats (privatisation des entreprises publiques, monopole dans le commerce et la coopération, etc.), partage partiellement la position américaine. D'un côté elle récuse tout soutien à Mr Mobutu et ne veut pas perdre les effets moraux et sociaux de durcissement politique depuis le massacre des étudiants le 10 mai 1990, mais de l'autre elle ne doit perdre sa place à la table des négociations. Cependant elle n'a pas dénoncé clairement l'infiltration des multiples sortes de *banyamulenge* sur les fronts sensibles des frontières du Zaïre avec ses voisins conflictuels. Dans un rapport adressé au Gouvernement par un de ses experts sur la politique macro-économique au Zaïre (premier semestre 1996) on peut lire ce paragraphe relatif à l'armée

« A présent, le démantèlement de l'armée est chose faite. (...) Si l'armée Rwandaise le veut et si ses généraux impatientes ne veulent plus écouter les diplomates, cette armée rwandaise peut occuper les hauts plateaux du Kivu et repousser les réfugiés Hutu dans la forêt tropicale de l'Ituri.» Nous sommes au début de l'été.

La Belgique n'était pas sans connaître ce qui se tramait dans la région des Grands Lacs ou ce qui se trame à l'heure actuelle sur d'autres fronts. Sans peut-être l'encourager, elle se tait. Certains miliciens interhamwe réfugiés au Zaïre ont peut-être participé à l'assassinat des 10 paras belges avec une complicité non moins probable des éléments zaïrois de la DSP qui faisaient partie de la garde rapprochée du Président Rwandais. Mais une chose est Mr Mobutu et les miliciens, une autre est le Zaïre et son peuple.

3. PISTES DE SOLUTION

Il n'y a pas de recettes magiques à proposer mais des principes, de la volonté et des moyens. Nous nous limiterons à quelques liminaires.

- Il faut rétablir rapidement l'intégrité territoriale du Zaïre, et encourager les citoyens à s'opposer à tout individu ou groupe d'individus qui veut conquérir ou conserver le pouvoir par des chemins acrobatiques, notamment les armes, les manipulations et la corruption.

- Les assaillants doivent immédiatement mettre fin aux massacres des populations.

- Le Zaïre et le Rwanda doivent dédommager les familles des victimes.

- Le Rwanda n'a jamais souhaité le retour massif des réfugiés. Il en a précipité un retour partiel pour contrecarrer une intervention militaire internationale qui aurait peut-être démasqué un astucieux plan de la République des Volcans avec le soutien du cousin ougandais. Il mérite une condamnation très ferme, un nouvel embargo sur les armes, et une mise en garde sévère.

- Du point de vue militaire, le désarmement des milices est incontournable. La détention et la circulation d'armes ne peut qu'amplifier l'insécurité en incitant chaque citoyen à se protéger selon ses moyens et sa logique. La France et le Zaïre sont invités à cesser tout approvisionnement en armes aux miliciens interhamwe sur le territoire zaïrois.

- Une présence militaire internationale (provisoire) est nécessaire, mais elle doit être contrôlée par une force politique pour qu'elle ne serve pas à des opportunités morbides.

- Que la diplomatie préventive soit activée pour éviter ou freiner l'extension de la zone des conflits à d'autres provinces qui accueillent actuellement populations et réfugiés fuyant les combats. Nous pensons aux provinces du Shaba, Maniema et Haut-Zaïre mieux vaut prévenir que guérir.

- Que la population intègre la logique de la résistance non-violente plutôt que celle de la guerre ou de la résignation passive.

- Les rwandais qui sont retournés dans leur pays ne sont plus des « réfugiés ». Que la Communauté Internationale veille à ce que leur soit assurée une véritable réinsertion sociale qu'un simple asile dans des camps.

- Toute autre intervention au Zaïre doit allier le *caritatif* au *curatif*. Au lieu d'exalter des solutions partielles, il faudra aller jusqu'aux racines. *L'Etat zaïrois est déliquescant, il se débrouille et survit comme chacun de ses citoyens. A ne rien faire d'autre que se débrouiller, on finit par s'embrouiller.*

- Soutenir le processus de démocratisation au Zaïre, ce n'est pas soutenir des *individus*, mais les *structures* démocratiques; et plus particulièrement aider le peuple à assumer les conséquences de ses choix politiques plutôt que consommer *passivement* les plats qu'offrent les services secrets étrangers.

- Selon l'esprit de la CNS, il est de toute pertinence de mettre sur pied *un Gouvernement d'Union Nationale*. Le processus électoral en sera une d'importantes priorités. - Investir plus dans la formation du peuple que dans l'humanitaire. On ne sait que faire avec un peuple analphabète. Les effets positifs de la formation ne sont pas mathématisantes, mais sont les solides piliers d'une démocratie durable.

- Il faut favoriser dans la région des Grands Lacs et à l'étranger des rencontres et des échanges entre ressortissants des pays en crise. Plus particulièrement à l'étranger, que l'accès aux médias soit facilité à des analystes et observateurs *régionaux* qui ne se laissent pas emporter par des idéologies d'intoxication.

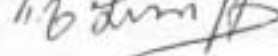
La région des Grands Lacs connaît une situation longuement dénoncée par plusieurs observateurs. Cette situation est conditionnée par quelque chose d'objectif sur terrain que les politiciens exploitent dans un sens comme dans un autre. Ils ont pour cela cherché et obtenu des appuis divers auprès d'autres pays de la Communauté Internationale. Malheureusement, c'est toujours la population qui paie. Que tous ceux qui sont impliqués dans l'un ou l'autre forum concernant

le Zaïre prennent en compte les intérêts du peuple au nom de qui d'aucuns prétendent parler. Que les organisations non gouvernementales continuent, malgré la modicité des moyens et l'incertitude des actuels paysages politiques, à assurer au peuple la formation nécessaire et indispensable au processus démocratique et électoral.

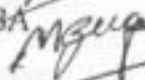
Fait à Bruxelles, le 24 novembre 1996

Jean-Pierre BADIDIKE 

Michel LOBUNDA 

François ATEKAMI 

François Xavier NGONA 

Julienne NZUGU MUTEBA 

Bruno KASONGA 

Groupe Justice et Liberation

Point de contacts:

Jean-Pierre Badidike: 8, Av. Allbert 1er, 1342 Limelette (Tél: 010/41.34.81)
François-Xavier Ngona: 24, Bd St Michel, 1040 Bruxelles (Tél: 02/739.34.81)